

Financement des hypothèques

Je me rends compte que ce bill ne modifiera en rien les taux d'intérêt. Je ne pense pas qu'un parti à la Chambre, que ce soit le parti libéral, le NPD, le Crédit social ou le parti conservateur, ait l'exclusivité des bons sentiments et de la sympathie envers le peuple. Je pense que n'importe quel député qui représente à la Chambre ceux qui l'ont mandaté se soucie d'eux. Les hommes sont les hommes. Un grand nombre d'entre nous ont été réélus avec d'assez fortes majorités. C'est une partie distincte de la population canadienne qui a élu chacun d'entre nous. Personne n'a donc l'exclusivité des bons sentiments. Qu'il n'en soit donc plus question.

Un visiteur à mon bureau m'a dit, alors que nous discutons de religion, que si un homme a une bible à la main, l'affiche aux yeux de tous et invoque les textes bibliques, il faut bien ouvrir l'œil pour s'assurer que c'est un chrétien. Je dis aux néo-démocrates que l'homme qui proteste de son honnêteté est un homme à surveiller, car il faut examiner ses motifs. Les néo-démocrates prétendent toujours servir les causes humanitaires. Si tel est le cas, il n'est pas nécessaire de le crier sur les toits, car les hommes sauront quelle cause ils défendent. Nous sommes restés silencieux parce que nous savions que les néo-démocrates voulaient faire de l'obstruction sur le bill et ils y ont assez bien réussi. Le *Globe and Mail* de ce matin publiait un exposé assez juste des véritables motifs des néo-démocrates. Je ne suis pas toujours d'accord avec le *Globe and Mail*, mais cette fois, je partage son avis.

On peut facilement comprendre les néo-démocrates. À l'extérieur de la Chambre, ils rugissent comme des lions, mais à l'intérieur, ils hurlent seulement lorsqu'il n'y a pas de danger de renverser le gouvernement. Une chose est certaine. Il n'y a pas à la Chambre un parti libéral, mais seulement un méli-mélo comprenant les néo-démocrates qui veulent assurer la survie du gouvernement. Tout est là. Le député de Skeena essaie peut-être de rugir comme un lion, mais il bêle comme un agneau quand il s'agit d'appuyer le gouvernement. C'est ce qu'il a fait depuis le 4 janvier.

Une voix: Qui a appuyé le gouvernement à propos de ce bill?

M. Woolliams: Je comprends leurs motifs. Je vois ce qu'ils veulent faire. Évidemment, ils protestent; ce que je dis leur déplaît.

Une voix: Oh, oh!

M. Woolliams: Naturellement, ils crient à tue-tête. Je les entends même à mon bout de la Chambre. Leurs motifs sont évidents. Le ministre des Transports (M. Marchand) a tout à fait raison. Ils appuieront le gouvernement tant que leur intérêt politique l'exigera.

Des voix: Oh, oh!

M. Woolliams: Il y a un point dont je voudrais traiter au sujet des taux d'intérêt. Ceux-ci ne baisseront certainement pas après l'adoption du bill ou sa mise en application qui devait modifier la loi nationale sur l'habitation. Ce fut mon parti, monsieur l'Orateur, qui présenta les amendements recommandant que les taux d'intérêt sur les prêts directs de la SCHL ne dépassent pas de plus d'un demi p. 100 le loyer de l'argent pour le gouvernement.

Une voix: Et qu'est-il arrivé?

M. Woolliams: J'ai déjà entendu braire des ânes mais jamais je n'avais vu des gens tant leur ressembler.

[M. Woolliams.]

Des voix: Oh, oh!

M. l'Orateur: À l'ordre, je vous prie. Le député de Calgary-Nord (M. Woolliams) a la parole.

M. Woolliams: Comme je l'ai dit à la Chambre au début de la semaine, nous ne réussirons à faire baisser les taux d'intérêt, que si le ministre des Finances (M. Turner) et le gouvernement s'attaquent à la Banque du Canada. La Banque du Canada établit les taux d'intérêt et ensuite les établissements de prêts de même que les banques portent leurs taux préférentiels à environ un point plus haut. Interrogé à la Chambre, le ministre des Finances a maintes et maintes fois répété qu'advenant le cas où la politique monétaire du gouvernement différerait de celle de la Banque du Canada, le gouvernement interviendrait. C'est seulement lorsque le présent gouvernement aura le cran d'intervenir auprès de la Banque du Canada, qui a augmenté cinq fois ses taux d'intérêt depuis avril, qu'il sera possible de régir et de diminuer les taux d'intérêt.

Si vous me permettez de revenir à mes commentaires du début, il s'agit simplement ici d'un bill qui vise le marché d'hypothèques et qui encouragera les institutions de prêts à libérer des fonds pour des hypothèques. En d'autres termes, il tentera d'augmenter l'offre de capitaux et de répondre à la demande d'hypothèques. Voilà sur quoi porte exclusivement le débat ce soir. Tout le bavardage des néo-démocrates vise uniquement à faire de l'épate. Les membres de ce parti, j'en suis sûr, sont sensibles au genre de motivation et aux sentiments qui avaient ému Woodsworth et Calder. Cependant, certains semblent avoir oublié les principes mêmes qui ont donné naissance au parti et, comme celui-ci leur doit son existence, sans eux il périra.

• (2150)

[Français]

M. Roch La Salle (Joliette): Monsieur le président, j'aimerais faire quelques commentaires sur les débats orageux que j'ai entendus depuis quelque temps. Nous étudions le bill C-135 qui, semble-t-il, vise à fournir les capitaux nécessaires à une certaine expansion dans le domaine de la construction. Je regrette, comme tant d'autres, qu'on n'ait pas inclus, par exemple, la possibilité d'en venir à améliorer la situation des personnes à faible revenu ou à revenu moyen.

Maintenant, je reconnais aussi—et je voudrais être très juste à l'égard du ministre responsable—que des capitaux sont absolument nécessaires. Il est clair, étant donné l'amélioration qu'on tente d'apporter au financement de la construction en général, que ce bill est tout à fait acceptable en soi, lorsqu'on considère l'objectif à atteindre.

Maintenant, je crois tout de même, monsieur le président, qu'il est sérieux de considérer le problème que le Nouveau parti démocratique a soulevé, savoir le taux d'intérêt. Bien sûr, nous devons nous assurer d'obtenir des capitaux suffisants si nous voulons faire mieux, mais le problème important qui nous préoccupe—et je pense que tous les députés y sont sensibilisés—est celui qui afflige aujourd'hui l'individu, soit de ne pouvoir financer une habitation, ce qui constitue un désir bien naturel pour chaque individu qui veut devenir propriétaire.

Donc, je crois que nous avons toutes les raisons de discuter de ce problème qui est soulevé ce soir. Étant donné qu'on fait appel aux députés des divers partis politiques, je pense que ce serait une occasion tout à fait spéciale de forcer le gouvernement à reconsidérer à nouveau ce projet de loi, en ce qui a trait à l'aide qu'on